



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2004/38
17 septembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Dixième session, 17-19 mai 2004

RAPPORT DE LA DIXIÈME SESSION

1. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a tenu sa dixième session à Genève les 17 et 19 mai 2004, sous la présidence de M. Christian Frühwald.

Participants et observateurs

2. Les représentants des pays suivants ont participé à la session: Allemagne, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Japon, Pays-Bas, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.

3. Les organisations intergouvernementales ci-après ont participé aux travaux: Banque des règlements internationaux (BRI), Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) et Organisation mondiale du commerce (OMC).

4. Les organisations non gouvernementales ci-après ont participé à la session: Association internationale de numérotation des articles (EAN), Association internationale des ports (AIP), Organisation internationale de normalisation (ISO) et Société de télécommunications interbancaires mondiale (SWIFT).

5. Étaient également présents à l'invitation du secrétariat, en qualité d'observateurs des représentants des organismes ci-après: Conseil de l'Asie et du Pacifique pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (AFACT), Section iranienne de l'EAN, eCommerce Innovation Centre, Laboratoire fédéral d'essais des matériaux et de recherche (EMPA), Global e-Business Advisory Council, Microsoft Corporation, Organization for the Advancement of Structured Information Standards (OASIS), SAP, SUN Microsystems, TIE Holding N.V., U.S. National Institute of Standards and Technology and Web Services Inter-operability Organization.

Ouverture de la session

6. Le Président a ouvert la session en annonçant deux exposés. Le secrétariat a présenté certaines évolutions en cours en matière de facilitation du commerce, à savoir le projet de mise en œuvre dans la région méditerranéenne et les travaux engagés au sujet des questions de sécurité. Le Président du Groupe directeur du CEFACT (CSG) a donné des indications sur la méthode proposée pour aborder les normes du commerce électronique, à savoir le «Cadre de collaboration commerciale».

7. Le Président du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise a proposé que le Centre définisse en quoi les travaux sur les normes du commerce électronique pourraient apporter un soutien à la facilitation du commerce. Il a par ailleurs recommandé que le CEFACT-ONU encourage activement la création d'organes nationaux de facilitation du commerce comme moyen de favoriser et de coordonner les travaux du Centre dans tous les États membres.

8. Le Directeur de la Division du développement du commerce et du bois a souhaité la bienvenue aux délégations au nom de la Secrétaire exécutive et du secrétariat, et a rappelé certains des événements les plus importants de l'année écoulée. Le Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise avait tenu sa huitième session la semaine précédente, ainsi que le «Forum exécutif sur la concurrence dans une Europe en pleine mutation», consacré à l'impact de l'élargissement de l'Union européenne.

9. Le Directeur a présenté les résultats des projets et programmes les plus importants en matière de facilitation du commerce. L'accent avait été mis sur les pays d'Europe centrale et orientale et sur la région méditerranéenne afin d'aider à leur intégration dans les filières du commerce régional et mondial.

Note: Les décisions prises pendant la réunion sont consignées en caractères gras dans le présent rapport.

Point 1. Adoption de l'ordre du jour

10. La Plénière a adopté l'ordre du jour (TRADE/CEFACT/2004/1), avec des modifications concernant l'ordre des réunions.

Décisions 04-01

L'ordre du jour a été approuvé après modification du programme de la session.

Point 2. Confirmation du rapport de la neuvième session plénière du CEFACT-ONU

11. La Plénière a confirmé l'approbation du rapport de la neuvième session du CEFACT-ONU (TRADE/CEFACT/2003/21), tenue les 12 et 13 mai 2003. Ce rapport avait été approuvé dans la période ayant suivi la session plénière.

12. Le Président du Comité a fait un bref exposé des débats qui s'étaient déroulés et des décisions qui avaient été prises à la huitième session du Comité.

13. Le Président a fait observer que le Comité souhaitait être davantage impliqué dans la planification du budget pour 2006-2007 et demandait au CEFACT-ONU de communiquer ses contributions au secrétariat d'ici à juillet 2004. Il a par ailleurs invité le CEFACT-ONU à apporter son appui à l'évaluation externe de la CEE qui devait être réalisée au cours de l'année 2004. Si la demande lui en était faite, le Comité serait en mesure d'approuver le rapport de la dixième session du CEFACT-ONU par la nouvelle procédure d'approbation intersessions, ce qui permettrait d'accélérer les décisions à prendre au sujet des services d'appui externes.

14. Le Président du CSG avait présenté un rapport oral au Comité, qui l'avait approuvé. Le Comité avait toutefois demandé au CEFACT-ONU d'étudier les moyens d'obtenir les résultats suivants:

- Rétablir l'équilibre entre la facilitation du commerce non électronique et les normes du commerce électronique;
- Stabiliser la structure organisationnelle qu'il avait définie en 2002;
- Assurer au mieux l'application des règles et procédures de l'ONU; et
- Veiller à la qualité de la gestion et à la transparence à tous les niveaux de l'activité du CEFACT-ONU.

15. Le Président a aussi signalé aux chefs de délégation qu'il conviendrait de faire meilleur usage des services du Conseiller régional pour la facilitation du commerce de la CEE dans les activités de promotion et de mise en œuvre.

16. Le Président du CSG a déclaré que le Forum international tenu la semaine précédente avait été intéressant et avait été bien reçu. Le Comité avait demandé à ses organes subsidiaires de tenir compte de son rapport, dans lequel il préconisait d'attacher une attention particulière à la mise en œuvre et à la collecte de fonds. Le troisième Forum international sur la facilitation du commerce, qui devrait être adossé à la onzième session du CEFACT-ONU du 20 au 24 juin 2005, traiterait des chaînes d'approvisionnement et de la sécurité.

Décision 04-02

La Plénière a confirmé le rapport de la neuvième session approuvé par les chefs de délégation selon la procédure d'approbation intersessions.

Décision 04-03

La Plénière a pris note du rapport du Président du Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise de la CEE et décidé de prendre en compte les quatre points relatifs aux travaux futurs du CEFACT-ONU mentionnés au paragraphe 14.

Point 3. Rapports du Groupe Directeur

17. Le Président du CSG a présenté les rapports du Groupe directeur. Celui-ci avait tenu quatre réunions au cours de l'année écoulée:

- 15 mai 2003 (Genève);
- 22-25 juillet 2003 (Genève);
- 21-24 octobre 2003 (Washington); et
- 19-22 janvier 2004 (Genève).

18. Le Président du CSG a remercié la délégation des États-Unis et le Logistics Management Institute de leur hospitalité.

Normes du commerce électronique

19. La Plénière avait précédemment encouragé et autorisé une approche fondée sur une normalisation du contenu de l'information qui soit neutre du point de vue de la technologie et de la mise en œuvre. En conséquence, le CEFACT-ONU accordait une égalité de traitement à EDIFACT-ONU, ebXML, ainsi qu'aux nouvelles normes en cours d'élaboration, comme les services Internet qui s'appuient sur le modèle de référence de l'ISO, séparant la structure de l'information de son contenu.

20. Pour la poursuite des travaux, il y aurait besoin de services supplémentaires: financement des répertoires, et élaboration d'une politique fonctionnelle en matière de droits de propriété intellectuelle. Un budget prévisionnel de 12 millions de dollars des États-Unis sur les trois prochaines années avait été établi, principalement sous la forme de contributions en nature.

21. La question de l'instauration d'une politique moderne en matière de propriété intellectuelle avait été soulevée. La politique actuelle de l'ONU pouvait être définie comme un transfert inconditionnel des droits de propriété intellectuelle à l'Organisation. Comme cela avait été jugé inapproprié pour des travaux de normalisation, le CEFACT-ONU avait établi une nouvelle politique détaillée et efficace, fondée sur une licence gratuite et irrévocable. Le Bureau des affaires juridiques de l'ONU avait pleinement reconnu la valeur de cette politique, mais souhaitait que chaque participant garantisse l'Organisation contre toute réclamation émanant de tiers.

22. La question de la pertinence du Cadre de collaboration commerciale (BCF) a été débattue. Selon le Président du CSG, le BCF était la reprise sous un autre nom de la méthodologie de modélisation du CEFACT-ONU, entièrement fondée sur les lignes directrices antérieures relatives à la méthodologie unifiée de modélisation et au langage unifié de modélisation,

qui étaient complètement neutres du point de vue technologique. Un certain nombre d'organisations utilisatrices avaient adopté une approche analogue, ce qui devrait aider à harmoniser les travaux du Centre. Le Groupe des techniques et méthodologies (TMG) avait adopté le BCF à une date antérieure, comme cela avait été indiqué à la neuvième session de la Plénière en 2003.

23. Le communiqué de presse d'août 2003 concernant la mise au point définitive des spécifications techniques de l'ebXML avait été souvent interprété comme l'annonce d'une interruption de la coopération avec l'Organization for the Advancement of Structured Information Standards (OASIS). Le CSG avait pris des mesures de correction, notamment dans le contexte du Mémoire d'accord, mais beaucoup d'incertitudes persistaient. À l'issue d'une rencontre CEFACT-ONU-OASIS en avril 2004, un communiqué de presse avait été publié pour rétablir la vérité de la situation [voir annexe].

24. L'attention portée aux questions du commerce électronique avait réduit la visibilité du Centre dans le domaine de la facilitation du commerce. Ce point avait cependant fait l'objet de travaux importants au sein du Forum. Il conviendrait que la Plénière examine la question de savoir s'il y aurait lieu de faire du Groupe de travail des procédures du commerce international (TBG15) un groupe à part entière.

Décision 04-04

La Plénière a pris note des rapports du Groupe directeur et du Président du Groupe directeur.

Point 4. Rapports du Forum et des groupes CEFACT-ONU

25. Le Président du TMG a présenté le rapport sur les troisième et quatrième forums CEFACT-ONU (Séoul, 15-19 septembre 2003 et Bonn, 8-12 mars 2004, respectivement) figurant dans le document TRADE/CEFACT/2004/8. Onze projets nouveaux avaient été approuvés en mars 2003. L'Équipe de coordination du Forum en avait approuvé trois autres lors du Forum de septembre 2003. Quatre projets ont été approuvés au cours d'une conférence téléphonique en décembre 2003 et un autre pendant le Forum de mars 2004. Le prochain forum se tiendrait à McLean, Virginie (États-Unis) en septembre 2004 et le suivant à Kuala Lumpur, en mars 2005. L'Équipe de coordination du Forum avait en outre adopté une procédure d'approbation des projets et des procédures de fonctionnement interne pour les forums.

26. Le document TRADE/CEFACT/2004/11 et ses additifs 1 à 5 avaient pour but de regrouper en un seul document officiel les mandats et les cahiers des charges de tous les groupes du CEFACT-ONU. Les mandats du Groupe des technologies appliquées (ATG), du Groupe juridique (LG), du Groupe des procédures commerciales internationales (TBG) et du Groupe des techniques et méthodologies (TMG) avaient été adoptés par la Plénière en 2003 et n'étaient présentés que pour information. Le cahier des charges du Groupe de la gestion du contenu de l'information (ICG, dans l'additif 2) était soumis pour approbation.

27. Les projets de l'ATG en cours portaient notamment sur les sujets suivants: en-tête normalisée des documents commerciaux, harmonisation des termes de représentation, règles de transformation d'UML vers EDIFACT-ONU et règles de conception et de désignation XML (TRADE/CEFACT/2004/12). Dix nouveaux projets avaient été adoptés:

- Gestion du contenu des librairies;
- Profil du langage de modélisation unifié (UML) pour le langage de balisage extensible (XML);
- Règles de transformation d'UML vers XML;
- Schéma XML pour le schéma de spécification des procédés commerciaux (BPSS);
- Guide CEFACT-ONU pour le développement de profils de protocoles de collaboration (CPP) et d'accords de protocole de collaboration (CPA) en ebXML;
- Guide de l'architecture technique ebXML à l'intention des développeurs;
- Représentation en XML des composantes de la spécification technique relative aux composantes essentielles (CCTS);
- Expression en XML du langage de contraintes contextuelles de la CCTS;
- Règles de transformation de l'EDIFACT-ONU vers l'UML;
- Règles d'application contextuelle pour les règles concernant les messages standard des Nations Unies.

28. Le Groupe de la gestion du contenu de l'information (ICG) (TRADE/CEFACT/2004/13) avait adopté un nouveau projet visant à définir le profil UMM pour les diagrammes de classe et les composants communs. Le Groupe a présenté les recommandations 16 et 23, les versions 03A et 03B de l'EDIFACT-ONU ainsi que le processus de répartition des tâches entre TBG, ATG et ICG, pour information.

29. Le Rapporteur pour les questions juridiques a présenté un rapport commun couvrant ses propres activités et celles du Groupe juridique (LG) (TRADE/CEFACT/2004/14). Les travaux ont été concentrés sur la recommandation 26 relative à l'utilisation commerciale d'accords d'échange aux fins de l'échange de données informatisé, sur la recommandation 31 relative aux accords de commerce électronique et sur la recommandation 32 sur les instruments d'autorégulation du commerce électronique (codes de conduite). Le Groupe travaillait aussi au règlement en ligne des différends et organisait avec la CNUDCI un colloque sur ce thème en juin 2004. Le Groupe juridique allait aussi engager des travaux sur les aspects juridiques d'ebXML. La possibilité de conclure un mémorandum d'accord avec la CNUDCI serait étudiée.

30. Le Groupe des procédés commerciaux internationaux (TBG) (TRADE/CEFACT/2004/15) avait 17 groupes de travail comptant plus de 200 membres et travaillant sur 37 projets. Nombre de ses membres participaient aussi à d'autres groupes ce qui faisait du TBG une plaque tournante

reliée à toutes les composantes du CEFACT-ONU. Les groupes du TBG chargés des domaines d'affaires (TBG1 à 13) s'occupaient de modéliser les processus d'affaires propres à telle ou telle branche en s'appuyant sur des facilitateurs et des modélisateurs qui étaient soit formés en interne soit fournis par des parties intéressées, comme SWIFT, et EAN. Tous ces groupes travaillaient aussi à la définition de composants communs et à leur harmonisation avec d'autres secteurs.

31. Le TBG avait présenté un document relatif à la proposition du CSG concernant la nouvelle structure (TRADE/CEFACT/2004/35/Rev.1). Le Groupe se félicitait de l'approbation au Forum de Bonn de la première série de procédures intergroupes pour la gestion de projets entre le TBG, l'ICG et l'ATG, et invitait le Groupe des techniques et méthodologies (TMG) à s'associer à cette initiative. Par ailleurs, le Groupe engageait la Plénière à prendre une décision sur les résolutions du Groupe de gestion du Mémorandum d'accord entre la Commission électrotechnique internationale (CEI), l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Commission économique pour l'Europe de l'ONU. Le Gouvernement canadien avait mis au point une bibliothèque de données de 350 éléments, qui serait soumise au TBG17 pour que celui-ci fasse avancer ce travail.

32. Le Président du TMG a fait rapport sur les travaux de son groupe (TRADE/CEFACT/2004/16). La rédaction du Guide de l'utilisateur avait été achevée en novembre 2003 et ce texte avait été traduit en coréen et en japonais. Cinq nouveaux projets étaient en suspens dans l'attente d'une décision concernant les droits de propriété intellectuelle. Le TMG avait formulé une proposition concernant le degré d'appartenance au Groupe et à ses groupes de travail. La qualité de membre à part entière serait réservée aux participants physiquement présents aux réunions du Groupe. Les membres non présents auraient le statut d'observateur sans droit de vote.

33. Le TMG soumettait deux points à l'approbation de la Plénière: la spécification du schéma des processus commerciaux et la version 2.01 de la spécification technique des composantes essentielles en vue de les transmettre à l'ISO pour approbation selon la procédure d'approbation accélérée [voir le point 5 de l'ordre du jour pour le débat sur cette question].

34. Les États-Unis ont demandé pourquoi des participants renonçaient à leur propriété intellectuelle. Le Président du CSG a expliqué que, selon les règles de l'ONU, il n'était pas possible pour une personne physique, une société ou un pays de maintenir leurs droits de propriété intellectuelle. Le Bureau des affaires juridiques de l'ONU avait donné des instructions précises à ce sujet.

35. Le Gouvernement suédois a demandé que les réalisations et les résultats des travaux du Centre fassent l'objet de communiqués de presse réguliers. Le Gouvernement français s'est inquiété de ce que, dans le programme de travail, le Cadre de collaboration commerciale soit présenté comme un texte adopté et a demandé des éclaircissements sur l'organisation future des travaux sur ce thème. Le Président du TMG a noté que le changement de nom de cette activité pouvait être source de confusion.

Décision 04-05

La Plénière a approuvé les rapports des cinq groupes du CEFACT-ONU et de l'Équipe de coordination du Forum.

Décision 04-06

La Plénière a approuvé le cahier des charges et le mandat du Groupe de la gestion du contenu de l'information (ICG) et a pris note du document TRADE/CEFACT/2004/11 et de ses additifs reproduisant le mandat et le cahier des charges de tous les groupes.

Décision 04-07

La Plénière a demandé au Groupe de gestion du Forum de mettre au point des procédures communes pour tous les groupes et au Bureau de fixer une date limite pour cette activité. Les documents TRADE/CEFACT/2004/17 à 21 devraient être regroupés en un programme de travail unique pour le CEFACT-ONU.

Point 5. Recommandations, spécifications et documents associés

36. Le secrétariat a présenté un document récapitulatif (TRADE/CEFACT/2004/6) des travaux soumis au processus d'élaboration ouvert du Centre. Ceux-ci portaient sur les points suivants:

- Partie 8 de la version 2.01 du cadre ebXML pour la spécification technique relative aux composantes essentielles (CCTS);
- Proposition tendant à la soumission de la CCTS au TC154 de l'ISO;
- Spécification ebXML du schéma des processus commerciaux (BPSS), version 1.1;
- Guide de l'utilisateur de la méthodologie de modélisation (UMM) du CEFACT-ONU;
- LOCODE-ONU, éditions 2003-2 et 2004-1;
- Répertoires EDIFACT-ONU D.03A et D.03B;
- Recommandation et lignes directrices relatives au guichet unique.

37. Le représentant de l'ISO a présenté le processus d'approbation accélérée mis en place par son organisation. Tout organe de liaison reconnu peut présenter à l'ISO le résultat de ses travaux, une spécification par exemple, pour adoption en tant que spécification technique dans la série ISO TS 15000. C'est ce qui avait été fait pour les quatre parties des spécifications ebXML développées sous la responsabilité d'OASIS. Les deux autres parties, élaborées sous la responsabilité du CEFACT-ONU, devraient aussi être traitées de la même manière. Il faudrait que le document soit soumis officiellement par une organisation internationale, qui déciderait elle-même du statut interne qu'elle souhaite lui donner. Le processus accéléré dure deux ans. Après quoi, l'ISO demande à l'organisation ayant soumis le document de le retirer ou décide de poursuivre les travaux pour en faire une norme.

38. Le Gouvernement suédois a émis l'opinion que, si la version 2 de la spécification technique relative aux composantes essentielles était déjà en chantier, il n'était pas nécessaire de soumettre la version 1.0. Les États-Unis se sont déclarés favorables à la soumission de la spécification technique sur les composantes essentielles et ont estimé que la spécification relative

aux processus commerciaux devait être retravaillée avant d'être soumise. Le secrétariat a indiqué qu'un membre du Groupe de travail avait renoncé à son droit de propriété intellectuelle sur le document; le secrétariat, après avoir clarifié la question avec le Bureau des affaires juridiques de l'ONU, avait publié la version 1.1 de cette dernière spécification.

39. Le Gouvernement canadien a demandé si les deux implémentations indépendantes avaient été vérifiées, préalable indispensable à la conclusion du Processus ouvert d'élaboration. Le Président du TMG a répondu que ni la TCSS ni la BPSS n'avaient fait l'objet d'une vérification étant donné qu'il s'agissait dans les deux cas de spécifications techniques qui, en tant que telles, ne pouvaient entrer dans une phase d'implémentation à ce stade. L'applicabilité du Processus ouvert d'élaboration était donc problématique. Cependant, ces deux documents avaient été soumis à un examen public, ce dont les chefs de délégation avaient été avisés. Les observations reçues avaient été incorporées aux documents et ceux-ci avaient été approuvés. Le Gouvernement français a estimé lui aussi que la qualité des résultats devait être assurée. Le Gouvernement coréen a signalé que la BPSS était déjà mise en œuvre par des sociétés privées en République de Corée.

40. Le TBG15 avait rédigé un cadre pour une recommandation relative au «guichet unique», sur la base des réalisations observées dans 15 pays, complétée par des lignes directrices sur les meilleures pratiques adoptées par les pays, l'Organisation mondiale des douanes, le SITPRO et des groupements professionnels (TRADE/CEFACT/2004/Misc.7). Le texte avait été mis au point après un examen ouvert, et le projet avait été bien reçu par les professionnels. La Banque mondiale prévoyait d'appliquer les lignes directrices dans ses projets. Le texte final de la recommandation devrait être prêt avant la fin de 2004.

Décision 04-08

La Plénière a approuvé le résultat des travaux du CEFACT-ONU.

Décision 04-09

La Plénière a décidé de transmettre la spécification technique relative aux composantes essentielles à l'Organisation internationale de normalisation (ISO) aux fins d'approbation selon la procédure accélérée. La Plénière a pris note de la spécification relative au schéma des procédés commerciaux et a prié le TMG, par l'intermédiaire de son président, de diffuser la spécification complète et le champ d'application de la version 1.1 de cette spécification, de manière à examiner les observations reçues des chefs de délégation d'ici au 19 août 2004 et d'informer la Plénière du résultat de cet examen.

Point 6. Programme de travail du CEFACT-ONU

41. La Plénière a débattu du programme de travail lors de l'examen du point 4 de l'ordre du jour.

Décision 04-10

La Plénière a adopté les programmes de travail des groupes mais a décidé qu'un programme de travail unifié du CEFACT-ONU devait être établi chaque année pour être soumis à son approbation. La Plénière a demandé au Groupe de gestion

du Forum, agissant en coopération avec le secrétariat, de diffuser les documents TRADE/CEFACT/2004/17 à 21 sous la forme d'un programme de travail unique du CEFACT-ONU d'ici la fin de 2004.

Décision 04-11

La Plénière a demandé à l'Équipe de coordination du Forum, agissant en coopération avec le Bureau et le secrétariat, d'établir un résumé du programme de travail pour la mise à jour du Plan d'action stratégique de la CEE pour le développement du commerce (ECE/TRADE/320) d'ici à juillet 2004.

Point 7. Rapport du Groupe des politiques

42. Le Président a présenté les documents relatifs à ce point et noté que leur portée allait bien au-delà des travaux du Groupe des politiques et qu'il fallait y voir une introduction aux importantes décisions prévues au titre des points 8 et 9 de l'ordre du jour.

43. Le Groupe des politiques s'était réuni une fois et avait tenu deux conférences téléphoniques. L'orientation future de ses travaux devrait être examinée sur la base des rapports concernant la facilitation du commerce figurant dans les documents TRADE/CEFACT/2004/30 et TRADE/CEFACT/2004/34.

44. Le secrétariat a présenté un rapport sur l'importance de la facilitation du commerce, soulignant la corrélation entre les travaux sur la facilitation entrepris par le CEFACT-ONU et le secrétariat et les objectifs de développement du Millénaire. Il a mis l'accent sur certaines tendances qui se faisaient jour en ce domaine, mentionnant en particulier les points suivants:

- La nécessité de promouvoir la facilitation du commerce dans les PME;
- Les initiatives suscitées par le Cycle de négociation de Doha à l'OMC; et
- Les modifications de certaines procédures commerciales que les menaces à la sécurité avaient entraînées.

45. Le grand défi pour le Centre serait de s'appuyer sur les bons outils et les connaissances dont il disposait pour prendre part au débat politique et de faire place, dans ses travaux, aux considérations politiques.

46. Dans le document du TBG15 (TRADE/CEFACT/2004/34) sur le rôle de la facilitation du commerce au sein du CEFACT-ONU, il était proposé, pour mettre davantage en valeur la facilitation du commerce, de créer un groupe chargé de ce thème se situant au même niveau que les cinq groupes existants. Le Président a signalé que la facilitation du commerce était un thème qui allait bien au-delà des questions de codes et de processus; les questions de politique, de coopération et de liaison avec d'autres groupes et organisations, dont le TBG15 ne traitait pas, devaient aussi être prises en compte. En conséquence, avant de prendre une décision sur les structures, un groupe ad hoc ou le Groupe des politiques devrait examiner quelle serait la forme d'organisation la mieux adaptée, en gardant à l'esprit l'éventuelle nécessité d'élaborer d'autres mémorandums d'accord ou d'autres instruments de liaison. Les Gouvernements des États-Unis

et de la Suède ont souligné que la facilitation du commerce était l'objectif général du CEFACT-ONU et qu'en conséquence ce thème devait être traité dans tous les groupes. Le Gouvernement de la République tchèque a préconisé que l'on mette davantage l'accent sur la facilitation du commerce dans les groupes existants, alors que les Gouvernements de la Suisse et de la Belgique ont demandé que l'on mette mieux en lumière les résultats des travaux relatifs à la facilitation du commerce.

47. Le document précité avait été soumis au CSG et au Groupe des politiques mais n'avait jamais été réellement examiné. Le TBG était tout à fait en faveur de relever le profil de la facilitation du commerce au sein du CEFACT-ONU, comme cela avait été convenu à Bonn. Le Groupe directeur du TBG avait pris à l'unanimité une décision en ce sens.

48. Le Gouvernement japonais de même que les représentants de l'IMMTA et de la CCI se sont déclarés pour la création d'un groupe distinct. L'OMD a par ailleurs soutenu l'idée de faire une plus large place à la facilitation du commerce.

49. Résumant les débats, le Président a regroupé les préoccupations qui s'étaient exprimées sous trois grands thèmes: gérer le programme de travail; éviter les doubles emplois; et améliorer les communications. Il a proposé de créer une équipe ad hoc chargée de faire des propositions sur la manière de renforcer la facilitation du commerce, compte tenu des vues et des documents présentés à la Plénière. Ces propositions devraient être présentées avant la fin de 2004, ou au plus tard à la onzième session de la Plénière.

50. Le Président a alors invité Ray Walker à assumer la charge de conseiller pour la facilitation du commerce auprès de la présidence du CEFACT-ONU.

51. Le Président du TMG a présenté le projet de perspectives du commerce électronique du CEFACT-ONU, fondé sur l'objectif de normes simples, transparentes et efficaces pour le commerce mondial (TRADE/CEFACT/2004/9). Le but ultime serait de mettre en œuvre les résultats de ces travaux sous diverses technologies. Les États-Unis, la Suède et l'AIP ont estimé que ce projet représentait davantage une base technique qu'une vision résolument axée sur la mise en œuvre. Dans leur forme finale, ces perspectives devraient être davantage axées sur les besoins du commerce et devraient faire apparaître les avantages de la facilitation du commerce (y compris ceux des normes du commerce électronique). Le représentant de l'ISO a avancé l'idée de reprendre ce projet dans le contexte du Mémoire d'accord et de le soumettre aux signataires pour observations.

Décision 04-12

La Plénière a pris note du rapport du Groupe des politiques.

Décision 04-13

La Plénière a constitué une équipe spéciale chargée de formuler des propositions, en concertation avec les Présidents du TBG et du TBG15, sur les moyens de renforcer les travaux du CEFACT-ONU relatifs à la facilitation du commerce, compte tenu des documents TRADE/CEFACT/2004/30 et 34. La Plénière a souhaité que les résultats de cette activité soient présentés avant la prochaine session, au plus tard à la fin de 2004.

Elle a confié la conduite de ces travaux au Groupe des politiques. Le Président a invité l'ancien Président du CSG, M. Ray Walker, à le seconder en ce domaine en qualité de conseiller de la présidence.

Décision 04-14

La Plénière a décidé de demander à l'Équipe de coordination du Forum (FCT) de compléter le texte des perspectives (TRADE/CEFACT/2004/9) en y insérant, d'ici à la fin juillet 2004, des sections sur la facilitation du commerce et l'attention particulière à apporter aux besoins des entreprises, après quoi le document serait transmis au Bureau pour de nouvelles observations éventuelles. À l'issue d'un processus d'approbation intersessions, les perspectives seraient ensuite soumises aux signataires du Mémorandum d'accord entre la Commission électrotechnique internationale (CEI), l'Organisation internationale de normalisation (ISO), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, pour observations et harmonisation.

Point 8. Politique du CEFACT-ONU en matière de droits de propriété intellectuelle

52. Le Groupe directeur avait mené une enquête auprès des chefs de délégation et des organisations participantes, leur demandant d'indiquer de quelle manière les différentes politiques en matière de propriété intellectuelle influeraient sur la poursuite de leur participation. Malgré un nombre de réponses limité, les résultats étaient convaincants. Tous les répondants sauf un ont déclaré que la politique actuelle de l'ONU en la matière, imposant que tous les droits soient cédés à l'Organisation, conduirait à une réduction radicale de la participation.

53. Le Rapporteur pour les questions juridiques a fait un bref exposé sur divers aspects des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, déposées ou non, du droit d'auteur et des informations confidentielles. Toute politique en matière de propriété intellectuelle devrait traiter de tous ces points. Les résultats des travaux du CEFACT-ONU devaient être mis librement à la disposition des utilisateurs finals. D'après les règles de l'ONU en vigueur, tous les droits de propriété intellectuelle étaient transférés à l'Organisation, ce qui freinait de plus en plus la participation des experts. Une solution populaire, celle de l'octroi d'une licence raisonnable et non discriminatoire, avait apporté une solution au problème du transfert. Cependant, des termes vagues comme «raisonnable» et «octroi de licence» étaient considérés comme risqués par les utilisateurs finals. L'équipe de rédaction du CEFACT-ONU avait donc mis au point une solution entièrement nouvelle, celle d'une licence irrévocable et libre de redevance, spécifique et gratuite pour tous les utilisateurs et contributeurs.

54. Le Bureau des affaires juridiques avait demandé dans ses commentaires que tous les participants accordent à l'ONU une garantie intégrale contre toute réclamation émanant de tiers. Cela n'était pas acceptable, car aucun participant aux activités du CEFACT-ONU ne pouvait souscrire à une garantie générale et illimitée, qui constituerait un obstacle absolu à l'apport de contributions au CEFACT-ONU.

55. Les États-Unis avaient présenté un document (TRADE/CEFACT/2004/MISC.4) soulignant que les droits de propriété intellectuelle continuaient de poser un problème grave qu'il fallait résoudre rapidement. Le Gouvernement allemand a demandé aux responsables

du CEFACT-ONU de solliciter l'avis d'autres organes des Nations Unies comme la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), qui collaborait étroitement avec le secteur privé et en recevait des contributions. Le Président a indiqué que le secrétariat avait déjà reçu une lettre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) appuyant l'avis précédemment donné, favorable à la politique que le CEFACT-ONU proposait d'adopter. Le Gouvernement français a rappelé que les divers aspects de la propriété intellectuelle appelaient des solutions différentes. Nombre d'organisations internationales de normalisation, comme l'UIT et l'ISO avaient traité le problème en séparant les droits d'auteurs des droits d'un autre type. Le Rapporteur a fait observer qu'une licence irrévocable et libre de redevance couvrirait tous ces aspects.

56. Le chef de la délégation allemande a souligné l'importance d'une politique fonctionnelle acceptable en matière de droits de propriété intellectuelle et a prié le Président et le secrétariat de rechercher rapidement une solution à cette question.

57. Le chef de la délégation suisse, rappelant que le CEFACT-ONU travaillait dans le cadre de l'ONU, s'est déclaré hostile à ce que le Centre adopte une politique distincte en la matière. La Suisse ne pouvait donc accepter de modification qui ne s'appliquerait qu'au CEFACT-ONU, car cela conduirait à une situation dans laquelle chaque organe subsidiaire pourrait définir sa propre politique. La Suisse ne serait donc pas en mesure de donner son accord à toute modification des règles de l'ONU qui ne s'appliquerait qu'à la CEE. La Belgique a appuyé cette position. Le Président du Comité a rappelé que cette question concernait la CEE dans son ensemble et que de ce fait le Cabinet de la Secrétaire exécutive devait être impliqué.

58. Le représentant de l'Association internationale des ports a demandé des éclaircissements au sujet de l'utilisation du logo de l'ONU dans les communications du CEFACT-ONU.

Décision 04-15

La Plénière a reconnu l'importance cruciale de mettre en place aussitôt que possible une politique efficace en matière de droits de propriété intellectuelle pour répondre aux besoins des utilisateurs et a exprimé son soutien aux principes énoncés dans le projet du CSG. Elle a sollicité l'appui des hauts responsables de la CEE pour apporter à cette question une solution efficace, en demandant aussi l'avis d'autres éléments du système des Nations Unies.

La Plénière a en outre demandé au Rapporteur pour les questions juridiques et au secrétariat de poursuivre les discussions avec le Bureau des affaires juridiques dans le but d'améliorer et de rendre plus efficace la formulation des dispositions relatives à la garantie dans la version que ce dernier avait proposée et de faire rapport à ce sujet aux chefs de délégation en septembre, de manière à rassurer au plus tôt les utilisateurs.

La Plénière a demandé au secrétariat de rendre disponible sur le site Internet du CEFACT-ONU la politique de l'ONU en vigueur en matière de droits de propriété intellectuelle.

Décision 04-16

La Plénière a également demandé au secrétariat d'apporter des éclaircissements sur l'usage des logos dans les communications du CEFACT-ONU.

Point 9. Structure organisationnelle

59. Le Président a présenté le document concernant les recommandations du CSG sur la structure organisationnelle (TRADE/CEFACT/2004/27). Dans la nouvelle structure, le bureau de la Plénière comprendrait les nouveaux vice-présidents qui seraient élus à la fin de la session. Les présidents de groupes qui seraient élus au Forum en septembre 2004 seraient alors confirmés en tant que rapporteurs auprès de la Plénière dans le cadre d'une procédure intersessions.

60. Il serait nécessaire de prévoir des arrangements transitoires jusqu'au Forum de septembre 2004, au cours duquel se dérouleraient les élections au nouveau Groupe de gestion du Forum (FMG). Dans l'intervalle, la coordination serait assurée par une structure intérimaire, un bureau dont les membres provisoires seraient les membres de la FCT. Le Président du CSG a demandé à la Plénière de faire porter son attention sur les points fondamentaux de la proposition et de veiller à ce que la gestion du Forum soit exercée à un niveau le plus proche possible du Forum lui-même. Le Bureau des affaires juridiques avait préconisé la création d'un lien direct entre les groupes et la Plénière, ce qui a conduit à la désignation de rapporteurs. Le document du secrétariat TRADE/CEFACT/2004/37 devrait constituer la base de la structure définitive.

61. Le Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes serait nommé par le FMG et confirmé par la Plénière. Le document TRADE/CEFACT/2004/MISC.10, présenté par le Président, comportait quatre graphiques illustrant la nouvelle structure proposée, telle qu'approuvée par la Plénière.

62. La version révisée du document R.650/Rev.3 serait envoyée aux chefs de délégation pour approbation selon la procédure intersessions – limitée cependant à un délai de 30 jours – de manière à en assurer l'approbation avant la réunion du Forum de septembre 2004.

63. Le secrétariat a présenté un document exposant les questions que soulevait la nouvelle structure au regard des prescriptions du système des Nations Unies, comme les principes relatifs à la neutralité, les préoccupations du Bureau des affaires juridiques, ainsi que les pratiques générales dans le domaine des réunions et de l'établissement des rapports (TRADE/CEFACT/2004/10 et 37). Le secrétariat s'était inquiété du couplage insuffisant qui était proposé entre les travaux de la Plénière au niveau des politiques, d'une part, et les travaux des groupes, de l'autre. En conséquence, il avait proposé la création d'un bureau chargé de secondar le Président, qui assurerait un lien direct entre les groupes et les fonctions délibérantes de la Plénière. Le Président a fait valoir qu'il était nécessaire d'assurer un partage équitable des tâches. Les procédures de travail avaient besoin d'être allégées et rendues plus transparentes.

64. Le chef de la délégation française a présenté le document TRADE/CEFACT/2004/7 exposant plusieurs sujets de préoccupations concernant la gestion, la prise de décisions et le fonctionnement du CEFACT-ONU et de ses groupes.

65. Le TBG a aussi soumis un document (TRADE/CEFACT/2004/35/Rev.1) établi sur la base des consultations menées lors du Forum de Bonn en mars 2004. L'un des problèmes majeurs était le manque d'autorité de la FCT du fait que c'était le CSG qui exerçait les fonctions de gestion entre les sessions plénières. Chaque groupe avait établi ses propres procédures internes sans se soucier d'harmonisation. Il apparaissait que les procédures de travail et de décision des groupes, dont les communications avec la Plénière se bornaient à des rapports annuels sur les travaux accomplis, n'avaient fait l'objet d'aucun examen. Les groupes devaient certes conserver une certaine autonomie, mais le document R.650 devait prévoir tous les instruments nécessaires pour assurer une gestion adéquate et indiquer la manière dont celle-ci devait être exercée.

66. Le Gouvernement australien a vigoureusement soutenu la conception défendue par le TBG et a proposé de limiter le nombre de vice-présidents à un seul. Le Président a répondu qu'avec un seul vice-président les tâches de gestion seraient d'un poids excessif. Les cinq vice-présidents devraient tous avoir une mission clairement établie. On pourrait prendre pour modèle l'organe de tutelle, à savoir le Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise, au sein duquel la structure du Bureau fonctionnait de façon satisfaisante. Les États-Unis ont recommandé d'étoffer les critères à prendre en compte pour les fonctions de responsabilité, en y ajoutant, par-delà la disponibilité, la compétence, la motivation au travail et des qualités de chef.

67. Le Président a conclu les débats en présentant la succession des arrangements provisoires. À la réunion du Forum de septembre 2004, les groupes éliraient leur président, et la Plénière du Forum élirait le Président et le Vice-président du FMG. Les nominations résultant de ces élections seraient communiquées aux chefs de délégation pour confirmation en qualité de rapporteurs à la Plénière en octobre. Les autres rapporteurs – régionaux et pour les affaires juridiques – seraient élus par la Plénière. Le Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes serait élu par le Forum et confirmé par la Plénière en octobre selon la procédure de décision intersessions. On rechercherait des personnes aptes à remplir les fonctions de rapporteurs régionaux pour l'Afrique et l'Amérique latine.

Décision 04-17

La Plénière a approuvé la structure présentée dans le document du Président TRADE/CEFACT/2004/MISC.10 relative à la nouvelle structure du CEFACT-ONU, comprenant une session plénière, un bureau, un groupe de gestion du Forum et cinq groupes permanents. La Plénière a chargé le Bureau d'établir en conséquence la version définitive du document R.650/Rev.3 – aussitôt que possible mais pas plus tard que la fin juin 2004 – de manière que les documents relatifs à la structure constitutionnelle puissent être soumis aux chefs de délégation pour approbation selon la procédure intersessions avant le Forum de septembre 2004. La Plénière a décidé de limiter à 30 jours le délai d'examen donné aux chefs de délégation.

Décision 04-18

Le Bureau, en concertation avec le secrétariat, établirait et publierait aussitôt que possible un plan de transition qui serait communiqué au Forum à la fin juin 2004 au plus tard.

Décision 04-19

La Plénière a décidé que le document R.650/Rev.3 régirait les élections lors du Forum de septembre 2004.

Décision 04-20

Après les élections lors du Forum de septembre 2004, le secrétariat adresserait aux chefs de délégation la liste des présidents de groupes pour confirmation en qualité de rapporteurs selon la procédure intersessions.

Point 10. Proposition de projet de services d'appui

68. Le Président a indiqué que le document relatif à ce point (TRADE/CEFACT/2004/26) était une version finalisée et traduite du document TRADE/CEFACT/2003/MISC.4 qui avait été initialement examiné à la neuvième session de la Plénière. Le document ne ferait pas l'objet d'une approbation officielle car il serait nécessaire de le réviser pour tenir compte des structures et de la répartition des fonctions définitives, qui devraient être arrêtées rapidement pour approbation définitive selon la procédure intersessions au cours de l'automne 2004. Le Bureau des affaires juridiques avait approuvé le projet initial. La partie essentielle du document était constituée par les paragraphes 20 à 24 dans lesquels étaient définies les fonctions de différentes parties – secrétariat, Bureau, Groupe de gestion du programme et prestataires de services d'appui.

69. Une fois que les questions relatives à la structure, au mandat (R.650) et aux droits de propriété intellectuelle auraient été éclaircies, le document serait révisé et soumis à approbation selon la procédure intersessions après l'approbation du Bureau, accompagné d'un budget définitif. Cela fait, l'ensemble constitué par ce document, le R.650, la politique en matière de droits de propriété intellectuelle et le programme de travail feraient l'objet d'un processus d'approbation intersessions par les chefs de délégation, le Comité, la CEE et le contrôleur de l'ONU.

70. La durée du processus d'approbation définitive a été estimée à neuf mois environ, après quoi les organismes de sous-traitance des Nations Unies, comme le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), seraient utilisés pour acquérir et acheminer les services requis. Le financement serait assuré par des contributions volontaires d'États membres ou de grandes sociétés et par des contributions en nature dont la gestion serait assurée par un fonds d'affectation spéciale créé conformément aux règles de l'ONU. Le budget prévisionnel total s'élevait à environ 12 millions de dollars des États-Unis, dont une large part serait constituée, selon le CSG, par des contributions en nature.

Décision 04-21

La Plénière a pris note du document TRADE/CEFACT/2004/26. Elle a demandé au Bureau de le réviser en fonction des décisions prises à sa dixième session et de lui soumettre à nouveau le document révisé (TRADE/CEFACT/2004/26/Rev.1) pour approbation selon la procédure intersessions.

Décision 04-22

La Plénière a demandé que la version révisée du document relatif aux prestataires de services d'appui soit mise à la disposition du Forum en septembre.

Point 11. Rapports des rapporteurs du CEFACT-ONU et questions connexes

Rapporteur régional (TRADE/CEFACT/2004/22)

71. La vingt et unième session plénière de l'AFACT s'était tenue à Karachi (Pakistan) et avait réuni une centaine de participants venus de toute la région d'Asie. Une distinction e-Asie avait été créée pour donner plus de relief à la mission de l'AFACT en matière de facilitation du commerce et de soutien au commerce électronique dans la région. Cette distinction serait décernée chaque année. Elle avait été attribuée à M. Kenji Itoh du Japon, Vice-Président du CEFACT-ONU, en raison de sa longue et remarquable carrière au service de la facilitation du commerce dans la région et de son rôle important dans la création de l'AFACT. Il existait un comité ebXML pour l'Asie qui était par ailleurs membre de l'AFACT.

72. Le troisième Forum CEFACT-ONU avait eu lieu à Séoul du 15 au 17 septembre 2003. Auparavant, quelques membres du CSG s'étaient rendus dans six pays d'Asie pour y promouvoir le Cadre de collaboration commerciale.

73. De nouvelles activités d'implémentation avaient été lancées en Mongolie et au Viet Nam.

Rapporteur pour les questions juridiques

74. Le Rapporteur pour les questions juridiques a rendu compte de ses activités sous le point 4 de l'ordre du jour (TRADE/CEFACT/2004/14).

75. Le Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes a rendu compte de ses travaux dans le cadre du Mémorandum d'accord entre la CEI, l'ISO, l'UIT et la CEE (TRADE/CEFACT/2004/23). Deux réunions des signataires du Mémorandum d'accord avaient eu lieu, l'une à Détroit (États-Unis) en novembre 2003 et l'autre à Genève en avril 2004. Des discussions étaient en cours au sujet des modifications qu'il conviendrait de décider pour renforcer les efforts de coordination entre les signataires. Ceux-ci s'attachaient spécialement à éviter les chevauchements d'activités dans les programmes de travail.

76. La spécification technique relative aux composantes essentielles et la méthodologie de modélisation des fonctions de l'entreprise élaborées par le CEFACT-ONU ont été bien accueillies par un certain nombre de délégations signataires, et des développements positifs ont été signalés par un certain nombre d'organisations qui utilisaient les composantes essentielles, comme l'Open Applications Group (OAG) et EAN International.

77. Le Rapporteur avait eu des contacts avec un certain nombre d'organismes de normalisation et en avait tiré la conclusion que le CEFACT-ONU avait besoin de revoir sa politique de liaison. Mais il fallait au préalable que la question des droits de propriété intellectuelle soit réglée. Le Rapporteur a présenté un projet de document de travail sur cette question pour information.

78. Le représentant de l'ISO a signalé une légère erreur dans le document 23 qu'il conviendrait de corriger avant la diffusion de ce texte au Forum.

Décision 04-23

La Plénière a pris note des rapports du Rapporteur pour l'Asie, du Rapporteur pour les questions juridiques et du Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes et a demandé que le texte intégral du rapport du Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes soit distribué aux délégations au Forum, avec la modification demandée par l'ISO.

Décision 04-24

La Plénière a pris note des rapports du secrétariat sur l'assistance technique.

Point 12. Résultats des études du secrétariat

79. La Plénière a pris note des rapports sur le projet d'assistance technique de la République tchèque (TRADE/CEFACT/2004/24) et sur les activités d'assistance technique menées par le secrétariat (TRADE/2004/19). Des séminaires visant à promouvoir la facilitation du commerce étaient planifiés pour octobre 2004. Des travaux très importants sur la chaîne d'approvisionnement, financés par la Banque mondiale, étaient en cours en Fédération de Russie. Le secrétariat soutenait directement ces travaux par le biais de son projet sur la biomasse. La CEE jouait un rôle important dans le programme de facilitation du commerce et des transports en Europe du Sud-Est (TTFSEE), administré par la Banque mondiale, pour ce qui était de l'harmonisation de la législation et de la simplification des procédures.

80. La mise en œuvre des instruments de facilitation du commerce étant en progression régulière, le secrétariat avait effectué une enquête sur l'utilisation des recommandations de la CEE en la matière (TRADE/CEFACT/2004/31). Des réponses ont été reçues des pays suivants: Bulgarie, Danemark, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

81. Le Directeur de la Division du développement du commerce et du bois a rappelé aux délégations tout l'intérêt que présentait la mise en application des normes et recommandations de la CEE. Il conviendrait que, pour la seconde phase de l'enquête, le niveau des réponses soit plus élevé. Un moyen de stimuler la mise en œuvre était l'assistance technique. Le projet tchèque, par exemple, avait obtenu des résultats remarquables au niveau de la mise en application, de la sensibilisation et de l'activité dans certains pays en transition d'Europe centrale et orientale. Le secrétariat souhaiterait lancer des projets similaires avec d'autres délégations.

82. Le secrétariat a présenté les résultats des évolutions d'EDIFACT-ONU et de LOCODE-ONU (TRADE/CEFACT/2004/32 et 33). Le nombre de demandes de mise à jour de données (DMR) avait diminué depuis quelques années. EDIFACT-ONU comprenait 207 messages (192 messages exploitables en traitement par lots et 15 messages interactifs) comportant un total de 30 191 composants. Le site Web d'EDIFACT-ONU était visité 51 000 fois par mois. Les 4 500 téléchargements mensuels représentaient 2 % de l'ensemble des téléchargements sur le site de la CEE.

83. Pour LOCODE-ONU, le nombre de demandes de mise à jour de données avait sensiblement augmenté, se situant aux alentours de 10 000 par an. LOCODE couvrait 42 000 localités, la base de données comptant un total de 74 000 entrées, y compris les données de l'IATA, de l'UPU, etc. Le site Web était consulté 33 000 fois par mois environ, dont 1 900 fois pour le téléchargement de la liste des codes.

84. Le Président a fait observer que le nombre de consultations et de téléchargements montrait clairement à quel point les produits du CEFACT-ONU étaient appréciés par les administrations publiques et les milieux d'affaires, EDIFACT et LOCODE représentant respectivement 10 % et 2,37 % du total des visites sur le site de la CEE.

Décision 04-25

La Plénière a pris note des rapports du secrétariat concernant l'enquête sur les recommandations, EDIFACT-ONU et LOCODE-ONU.

Point 13. Coopération avec d'autres organisations

85. Le Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes a distribué un projet de document de travail sur la politique de liaison du Centre. Il a souligné qu'un organisme de normalisation devait bien comprendre son rôle en matière de relations extérieures. Les coopérations et les communications pouvaient s'instaurer avec des partenaires et des clientèles ayant des besoins différents. Le document exposait les bonnes pratiques et les données d'expérience recueillies auprès d'organismes internationaux, tant officiels qu'officieux. Sur la base de ces informations, le CEFACT-ONU devait élaborer une politique de développement de ses liaisons et des procédures de liaison étayées par les services juridiques nécessaires aux fins de gérer l'ensemble de ses relations. En outre, il convenait d'encourager les groupes de recourir à des pratiques formelles de liaison afin d'accélérer le déroulement de leurs travaux et éviter les chevauchements d'activités.

86. Lors d'une rencontre organisée par le secrétariat, des représentants d'OASIS et du CEFACT-ONU avaient réaffirmé leur volonté de poursuivre leur coopération au sujet d'ebXML (voir la déclaration conjointe reproduite en annexe). Leur intention était de rédiger un accord d'ici à la fin août 2004, à l'issue de procédures visant à garantir que chaque partie avait une idée claire des programmes de travail, afin d'éviter les doubles emplois et de respecter les règles en vigueur dans les deux organisations.

Décision 04-26

La Plénière a pris note avec satisfaction du document présenté par le Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes. Elle a demandé au Bureau d'élaborer une politique de liaison pour le CEFACT-ONU tenant compte dudit rapport pour la fin de 2004, sous réserve qu'une politique efficace en matière de droits de propriété intellectuelle ait été mise en place.

Point 14. Élection des vice-présidents et des autres membres du Bureau et nomination des rapporteurs

87. Des délégations ont demandé si la répartition géographique avait été prise en considération dans la nouvelle documentation, comme c'était le cas précédemment. Le Président a répondu que, dans un souci de souplesse, le document R.650/Rev.3 prévoyait qu'il convenait de prendre en compte l'équilibre géographique, mais n'en faisait plus une règle.

88. Le Gouvernement suisse a demandé au secrétariat de rappeler aux délégations à la Plénière, y compris aux États membres n'appartenant pas à la CEE et aux ONG, les dispositions régissant le droit de vote, en particulier les articles 11 et 12. Le Président a précisé qu'en application du règlement du CEFACT-ONU, tous les membres du Centre avaient le droit de vote.

Décision 04-27

La Plénière a élu MM. Mike Doran (CERN), T. A. Khan (Inde), Duane Nickull (Canada), Mark Palmer (États-Unis) et M^{me} Christina Rahlen (Suède) Vice-Présidents du CEFACT-ONU pour un mandat minimum de deux ans.

Décision 04-28

La Plénière a réélu M. David Marsh (Royaume-Uni) Rapporteur pour les questions juridiques pour un nouveau mandat de deux ans.

Décision 04-29

La Plénière a élu M. Sangwon Lim (République de Corée) Rapporteur pour l'Asie pour un mandat de trois ans.

Décision 04-30

Le mandat du Rapporteur chargé de la liaison dans le domaine des normes a été prorogé jusqu'à septembre 2004, date à laquelle le Forum désignerait un rapporteur pour confirmation par la Plénière.

89. Le Président a félicité les nouveaux vice-présidents et rapporteurs et a remercié le CSG de son inestimable travail qui prendrait fin à la clôture de la session. L'expérience acquise était considérable et il fallait espérer que le Centre pourrait continuer à en tirer profit à l'avenir. Le Président a exprimé sa gratitude particulière à M. Ray Walker, Président du CSG, qui avait apporté sa collaboration aux travaux du CEFACT-ONU pendant 21 ans et avait largement contribué à son succès.

90. Le chef de la délégation japonaise a remercié M. Khan de la contribution précieuse qu'il avait apportée à l'AFACT. M. Lim a adressé ses remerciements à la Plénière pour la confiance qu'elle lui accordait et s'est engagé à contribuer activement aux activités du Centre.

Point 15. Examen des décisions adoptées

91. La Plénière a adopté les décisions prises à sa dixième session et a demandé au secrétariat d'établir le rapport de cette session pour approbation avant la session suivante.

Décision 04-31

La Plénière a demandé au secrétariat de diffuser les exposés faits lors de la session sur le site Web du CEFACT-ONU.

Décision 04-32

La Plénière a décidé que les délégations et les membres du Forum, lorsqu'ils seraient appelés à présenter et à promouvoir les activités du CEFACT-ONU, devraient mettre en valeur le concept global et le contexte du programme de travail du Centre.

Décision 04-33

La Plénière a adopté les décisions prises à sa dixième session et demandé au secrétariat d'établir le rapport de cette session pour approbation par les chefs de délégation dans l'intervalle des sessions.

Décision 04-34

La Plénière a décidé de tenir la onzième session plénière du CEFACT-ONU à Genève du 20 au 24 juin 2005.

Annexe



NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE

ОБЪЕДИНЕННЫЕ НАЦИИ
ЭКОНОМИЧЕСКАЯ КОМИССИЯ
ДЛЯ ЕВРОПЫ

UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION
FOR EUROPE

Déclaration des représentants d'OASIS et du CEFACT-ONU

21 avril 2004

Lors d'une rencontre constructive tenue à l'invitation de la CEE, des représentants d'OASIS et du CEFACT-ONU ont procédé à un large échange de vues et ont réaffirmé leur volonté de poursuivre leur coopération au sujet d'ebXML. Leur intention est d'élaborer dans un délai de quatre mois un accord de nature à la fois stratégique et tactique, qui énoncera les procédures propres à garantir que chaque partie mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition pour clarifier son programme de travail et assurer une communication efficace, en vue d'éviter les chevauchements d'activité, dans le respect des règles propres à chaque organisation et des objectifs du Mémorandum d'accord relatif au commerce électronique conclu entre l'ISO, la CEI, l'UIT et la CEE. L'accord de coopération proposé vise à faire mieux comprendre et plus clairement percevoir la manière dont les organisations se proposent de travailler ensemble. Par ces actions, les deux parties entendent démontrer leur attachement à ebXML et à la communauté de ses développeurs et utilisateurs.

Il est prévu qu'un communiqué de presse commun sera publié avant la session plénière du CEFACT-ONU du 17 au 19 mai et que l'accord de coopération sera approuvé par les deux parties au moment de la réunion du Forum CEFACT-ONU de septembre 2004.
